

*La France doit adopter une
position ferme sur
l'extraterritorialité du blocus
contre Cuba*

Image not found or type unknown

André Chassaigne (à gauche) et Éric Coquerel.

Paris, 3 fév (RHC) Les députés français André Chassaigne et Éric Coquerel ont exigé ce samedi que le gouvernement de leur pays réponde fermement à l'extraterritorialité du blocus américain contre Cuba, une politique qui affecte également les intérêts français.

Dans des déclarations à Prensa Latina, le président du groupe d'amitié France-Cuba de l'Assemblée nationale et dirigeant communiste Chassaing a jugé inacceptable la subordination à l'agressivité de Washington qui, avec des lois telles que Helms-Burton, éloigne les entreprises et les banques françaises de l'île.

On ne peut pas admettre que les banques ne fassent pas d'opérations avec Cuba ou n'accompagnent pas nos hommes d'affaires qui ont des liens avec ce pays, ce qui me semble être baisser la tête devant les Etats-Unis, a-t-il averti.

Selon le député, il ne s'agit pas seulement de dénoncer le blocus en raison des dommages qu'il cause au peuple cubain, mais aussi en raison des conséquences qu'il représente pour les intérêts français.

Si des entreprises se rendent sur l'île pour faire des affaires et investir, comme plusieurs l'ont fait ces dernières années, sa population en bénéficiera, mais en même temps notre économie y gagnera, a-t-il souligné.

Pour sa part, M. Coquerel, député de la France Insoumise, a déclaré que faire face à l'extraterritorialité américaine était une question de courage.

La France et l'Union européenne votent en faveur des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU pour la levée du blocus économique, commercial et financier contre Cuba, une position avec laquelle elles devraient être cohérentes, au lieu de faire preuve de faiblesse, a-t-il déclaré à Prensa Latina.

Pour M. Coquerel, il existe un potentiel dans les relations commerciales avec Cuba, qu'il a qualifié de logique étant donné le statut de la France en tant que pays ayant des territoires d'outre-mer dans les Amériques.

Les deux députés ont exprimé leur détermination à soulever auprès du gouvernement français la question de l'extraterritorialité du siège imposé à la plus grande des Antilles et la nécessité d'agir contre celui-ci aux niveaux national et européen.

Lundi dernier, l'Assemblée nationale a accueilli un colloque organisé par son groupe d'amitié France-Cuba et l'Institut des hautes études sur l'Amérique latine (Iheal), qui s'est concentré sur la promotion d'une présence plus forte des entreprises françaises sur l'île, au bénéfice de sa population.

Parmi les questions abordées figurait le refus des banques françaises de travailler avec Cuba par crainte des sanctions et des pressions exercées par Washington.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/346228-la-france-doit-adopter-une-position-ferme-sur-lextraterritorialite-du-blocus-contre-cuba>



Radio Habana Cuba